

*Initiatives parlementaires*

Je me demande si le député de Trinity—Spadina est conscient de tout cela. Je me demande si son parti, qui se prétend si préoccupé du Canadien moyen, est conscient que ses objectifs idéologiques et antimilitaristes dans la région de Goose Bay pourraient priver d'emplois des centaines de personnes et les réduire à l'assistance sociale.

Le député pense peut-être qu'on pourrait attirer d'autres industries dans la région pour combler la perte de la base. S'il a des idées, je connais des gens à Happy Valley, près de Goose Bay, qui ne demanderaient pas mieux que d'être mis au courant.

Ils ont essayé, au cours des années, de créer des industries au Labrador, mais aucune n'a créé plus que quelques rares emplois et seulement quelques-unes d'entre elles se sont révélées économiquement viables. Il est vrai qu'il n'est pas facile de remplacer une industrie qui dépense 100 millions de dollars par année, dans une région relativement isolée du Canada. Au cas où mon collègue penserait que nous pourrions tout simplement détourner l'argent qui est actuellement dépensé pour le programme d'entraînement au vol à basse altitude pour financer un utopique projet de création d'emploi ou pour augmenter les prestations de bien-être social, je vais rétablir les faits. La plus grande partie de l'argent qui est dépensé à Goose Bay ne vient pas du Canada, mais des pays européens utilisateurs. Si les vols à basse altitude cessaient, les fonds disparaîtraient aussi.

Je ne prétends pas, cependant, que le programme de vols à basse altitude ne cause aucun problème à Goose Bay et que tous les habitants de la région l'appuient de tout cœur. Il y a des problèmes et certains habitants de la région, surtout ceux des collectivités autochtones voisines, s'opposent énergiquement au programme, mais nous croyons que ces problèmes peuvent être réglés si toutes les parties intéressées travaillent ensemble pour trouver des solutions.

Au cours des cinq dernières années, le ministère de la Défense nationale a dépensé presque 7 millions de dollars pour diverses études environnementales afin de s'assurer que le programme de vols à basse altitude est acceptable pour l'environnement. De plus, le gouvernement a versé plus de 2 millions de dollars à l'association qui représente les collectivités autochtones locales pour leur permettre de préparer la documentation nécessaire à la présentation d'une revendication territoriale. Enfin, les pays utilisateurs dépensent un million par année pour des programmes de surveillance et de réduction ou d'élimination des problèmes environnementaux.

Le gouvernement fait tout ce qui est raisonnablement possible pour rendre le projet de Goose Bay acceptable

pour tout le monde, au point de vue environnemental et social.

Non, on ne peut pas dire que le projet de Goose Bay ne suscite aucune opposition, mais combien de projets qui coûtent 100 millions de dollars par année n'en suscitent pas? Selon moi, les avantages qui découlent du programme de vols à basse altitude, pour les collectivités de Happy Valley et de Goose Bay, dans la province de Terre-Neuve et du Labrador, et pour les autochtones qui veulent en profiter, surpassent de loin les inconvénients réels ou présumés.

Toutefois, si on parvient jamais à prouver que les problèmes causés à l'environnement l'emportent sur les avantages socio-économiques, et militaires, nous sommes prêts à mettre fin à ce programme dans les plus brefs délais.

Passons maintenant à la proposition finale formulée dans la motion dont nous sommes saisis et qui prévoit que l'on emploie les fonds affectés jusqu'ici à l'OTAN et à NORAD de façon à financer des programmes à l'intention des autochtones et à favoriser le développement durable.

Je trouve cette partie de la motion particulièrement intrigante. Est-ce que le député croit vraiment que l'aide accordée aux peuples autochtones et destinée à appuyer les projets de développement durable doivent dépendre de l'annulation de programmes qui ont été, des décennies durant, la pierre angulaire de la politique du Canada en matière de relations extérieures et de défense? Parle-t-il sérieusement en formulant cette proposition? J'en doute.

Selon moi, cette motion n'est rien d'autre qu'une tentative éhontée pour gagner la faveur des peuples autochtones et des chômeurs puisque son auteur sait très bien qu'elle ne saurait être acceptée. Le député fait cela pour amuser la galerie.

Chose certaine, le gouvernement du Canada assurera le financement du développement autochtone. Tous les ans, nous consacrons des milliards de dollars à divers programmes à l'intention des autochtones, et notamment à ceux qui portent sur les revendications territoriales, et tous les ans, nous explorons d'autres voies.

Bien sûr, le développement durable demeure un objectif du gouvernement du Canada. Pourquoi le sort de ces programmes dignes de mention devrait-il être lié à notre retrait de l'OTAN et de NORAD? Quel est le lien? Il n'y en a pas, sauf dans l'esprit des députés de l'opposition.

En guise de conclusion, je voudrais faire un survol de ce qu'on nous demande d'appuyer. D'abord, on nous demande d'empêcher nos alliés d'utiliser l'espace aérien canadien pour l'entraînement des pilotes, qui constitue pourtant un élément essentiel de la préparation militaire et ne peut vraiment être fait ailleurs. Si nous acquiesçons à cette demande, nos alliés perdront confiance en nous et nous perdrons une bonne partie du respect dont nous